



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Assistance à la Maîtrise d'œuvre dans le cadre d'études
et de travaux sur l'Unité Territoriale d'Itinéraire Seine-
amont**

**VOIES NAVIGABLES DE France
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Seine Amont
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Développement durable.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	7
3 - Intervenants	8
3.1 - Conduite d'opération.....	8
3.2 - Contrôle technique.....	8
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
3.4 – Conflits d'intérêt	8
3.5 – Obligation de Discretion.....	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Missions.....	8
6 - Durée et délais d'exécution.....	9
6.1 - Durée du contrat	9
6.2 - Reconduction	10
7 - Prix	10
7-1 Variation dans les prix.....	10
7-2. Révision des prix	10
8 -Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	11
9 - Garanties Financières	11
10 - Avance.....	12
11 - Modalités de règlement des comptes.....	12
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	12
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
11.3 - Délai global de paiement	13
11.4 - Paiement des cotraitants	13
11.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
12- Conditions d'exécution des prestations.....	13
13 – Réception des livrables - admissions	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	15
15 - Pénalités.....	15
15.1 - Pénalités de retard.....	15
15.1 Pénalités de retard :	15
15.2 – Autres pénalité spécifiques	15
16 - Assurances.....	16
17 - Résiliation du contrat.....	16
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
18 - Règlement des litiges et langues.....	17
19 - Dérogations.....	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Assistance à la Maîtrise d'œuvre dans le cadre d'études et de travaux sur l'Unité Territoriale d'Itinéraire Seine-amont

Les prestations visées concernent des missions partielles d'assistance à maîtrise d'œuvre et/ou maîtrise d'ouvrage pour des opérations de travaux sur des infrastructures et des ouvrages fluviaux gérés par l'UTISA. Les missions portent sur certaines phases études et travaux en rapport avec les domaines suivants : le génie-civil, le génie écologique, l'électricité, l'automatisme, l'hydraulique, la construction métallique et l'environnement.

Le titulaire a un devoir de conseil envers le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, le présent marché est un accord-cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'œuvre dans les domaines génie civil, électriques, automatisme, hydrauliques, de constructions métalliques et environnementales, des études et des travaux dans le cadre d'opérations sur infrastructures ou ouvrages fluviaux.

Le titulaire doit posséder pour toute la durée du marché l'agrément OH (ouvrage hydraulique) selon l'arrêté du 12 février 2019 portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques :

Barrages de classe C et digues - études et diagnostics

Barrages de classe C et digues - études, diagnostics et suivi des travaux

Les études du titulaire seront conformes aux textes du Code de l'Environnement et spécifiquement aux :

- L211-3 et Section 10 : Organismes agréés (Articles R214-129 à R214-132) du code de l'environnement).

- L211-3 « [...] l'intervention, aux frais du propriétaire ou de l'exploitant, d'organismes agréés ».

Dans l'éventualité où les agréments ne sont plus attribués, le marché sera résilié par le maître d'ouvrage et le titulaire ou mandataire du marché, sans dédommagement financier pour le titulaire ou mandataire du marché.

Le titulaire est informé que ses missions devront impérativement tenir compte des délais imposés soit par un organisme extérieur, soit par le maître d'œuvre et/ou maître d'ouvrage pour chaque opération.

Les prestations à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

Lieux d'exécution : Unité Territoriale Itinéraire Seine amont qui intervient dans l'Aube (10), Paris (75), la Seine et Marne (77), l'Essonne (91) et le Val-de-Marne (94).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum sans minimum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires. Les bons de commande peuvent être adressés jusqu'à la fin du marché. Les prestations ne pourront pas être réalisées au-delà de 6 mois après la fin du marché

1.5 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

1-5.1. Clauses d'insertion sociale par l'activité économique

1-5.1.1 Obligation du titulaire

Pour réaliser ce marché le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion équivalent à 5 h d'insertion par tranche de 10 000 € HT de prestations effectuées pour des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières. Sont notamment concernées les personnes répondant à au moins un des critères ci-dessous :

- ☐ Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- ☐ Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) demandeur d'emploi ou ayants droits,
- ☐ Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- ☐ Les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) et de l'allocation d'invalidité (AI),
- ☐ Les personnes travaillant dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE),
- ☐ Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- ☐ Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau V, soit niveau inférieur à CAP/BEP),
- ☐ Les jeunes diplômés sortis du système scolaire justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- ☐ Publics reconnus réfugiés (bénéficiant de la protection internationale),
- ☐ Autres publics validés par le facilitateur provenant des partenaires emploi du territoire (Pole Emploi, MDE, PLIE, Missions Locales, Cap emploi Sameth ...),
- ☐ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectés à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- ☐ Des personnes domiciliées de l'ensemble des Quartiers Politique de la Ville sur le territoire national, sur le modèle du dispositif ANRU.

Il leur sera obligatoirement réservé un nombre minimum d'heures de travail (se reporter au nombre d'heures minimum fixés à l'article 8 de l'acte d'engagement).

1-5.1.2 Accompagnement de l'action en cours d'exécution

Est désigné(e) par le maître d'ouvrage pour :

- ☐ Définir avec le titulaire le plan d'action de réalisation des actions d'insertion et effectuer les mises en relation nécessaires à la bonne réalisation des objectifs,
- ☐ Présenter et valider les candidats correspondants aux critères administratifs définis ci-dessus,
- ☐ Valider les heures d'insertion réalisées,
- ☐ Fournir les attestations de réalisation des objectifs.

AcitivitY'

2, Place André Mignot, Notre-Dame, Versailles, 78000, Yvelines, Île-de-France, France

<https://www.78-92.fr/le-rapprochement-yvelines-hauts-de-seine/les-services-deja-fusionnes/activity>

Mail : contact@agence-activity.fr

1-5.1.3 Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique

1-5.1.3.1 *Contrôle en cours d'exécution*

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou à la date de la première embauche si elle intervient après la date de notification.

Les heures de travail comptabilisées au titre de l'insertion professionnelle sont limitées à 24 mois à compter de la date de recrutement de la personne pour le chantier quelle que soit la nature du, ou des, contrat de travail.

Dans l'hypothèse ou en cours de marche, une ou plusieurs personnes mises à disposition dans le cadre de l'action d'insertion sont embauchées au sein de l'entreprise, le nombre d'heures effectué par le ou les travailleurs, sera décompté, quel que soit le type de contrat de travail, du nombre d'heures devant être obligatoirement exécuté au titre de l'action d'insertion.

A l'expiration du marché, l'entreprise s'engage à étudier toute possibilité d'embauche des personnes en difficulté qui sont intervenues dans le cadre de l'action.

En cours d'exécution du marché, le titulaire adresse un bilan intermédiaire chiffré au plus tard le 20 du mois « m+1 » au maître d'ouvrage, ou son représentant, et à l'interlocuteur désigné à X, qui retranscrit la mise en oeuvre de l'action d'insertion ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées.

Des bilans intermédiaires pourront en outre être établis lors des réunions de chantiers ou dans le cadre de réunions spécialement prévues à cet effet et organisées par le maître d'ouvrage.

Si des difficultés liées à l'action d'insertion font obstacle à la réalisation du marché dans les délais fixés, les parties s'engagent à se réunir dans les délais les plus brefs afin de convenir des solutions les plus appropriées à la bonne exécution du marché.

1-5.1.3.2 *Contrôle en fin d'exécution*

Lorsque le marché aura été entièrement exécuté, et préalablement au versement de son solde, le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage les justificatifs attestant du respect du nombre d'heures.

1-5.2. **Clauses environnementales**

Le titulaire mettra en œuvre des dispositions pour :

- la réduction des nuisances sonores de ces matériels lors de leurs utilisations sur les sites
- diminutions olfactives des combustibles utilisés dans leur déplacement,
- réduire les kilomètres à parcourir avec un véhicule essence ou diesel afin de limiter émissions de gaz à effet de serre
- utiliser des outils participants à une gestion éco-responsable optimisée.

Le titulaire intégrera, dans ses préconisations de travaux, l'utilisation de matériaux biosourcés

1-5.3 Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 40 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles

L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment les dispositions relatives à la sous-traitance prévues par les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du Code de la Commande Publique.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 10-5 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement. b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- ☐ Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- ☐ Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 40 du CCAG-PI.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales - prestations intellectuelles (CCAG PI)
- Le Plan Assurance Qualité (PAQ) après visa du maître d'ouvrage pendant la période de préparation
- Le SOPAE (Schéma Organisationnel d'un Plan Assurance Environnement)
- Un mémoire technique.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Contrôle technique

Un contrôleur technique pourra être désigné ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Chaque bon de commande précisera le nom du coordonnateur et le niveau de coordination, si besoin.

3.4 - Conflits d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

3.5 - Obligation de Discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-PI.
Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

Les missions de l'assistant à maîtrise d'œuvre sont établies sur la base des missions définies aux articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique. Le détail des missions générales est le suivant :

Missions	Désignation
DIA	Etudes de Diagnostic
EP	Etudes préliminaires de faisabilité
AVP	Avant-projet
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance à la passation des contrats de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet

DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Les missions complémentaires sont :

Procédures diverses et études environnementales :

Contrôle environnemental en phase travaux,

- Contrôle environnemental en phase travaux,
- Rédaction cahier des charges ou besoins pour opérations subaquatiques et suivi des investigations,
- Intégration paysagère,
- Bilan carbone,
- Études faune et flore,
- Procédures et dossiers :
 - Dossier de conception spécifique divers de concessionnaires
 - Autorisation d'urbanisme
 - Porter-à-connaissance
 - Dossier d'incidence
 - Modèles hydrauliques
 - Expertises hydrauliques
- Exclusions de missions :
 Pour les prestations qui seront commandées par le maître d'œuvre avec les accords-cadres en vigueur au sein de VNF, il ne sera pas demandé au titulaire AMOE de rédiger le cahier des charges ou le suivi. Il devra juste assister le maître d'œuvre dans la définition des besoins confiés à ces prestataires :
- Réalisation des plans topographiques
- Réalisation des études géotechniques
- Réalisation des inspections subaquatiques
- Réalisation des études bathymétriques
- Réalisation des diagnostics amiante et peinture plomb
- Prélèvements et analyses de sédiments
- Dragages
- CSPS

Missions du maître d'œuvre/ maître d'ouvrage qui ne seront pas réalisées par le titulaire AMOE:

- Rédaction des pièces administratives des DCE travaux
- Conduite de la procédure de consultation
- Mise au point et passation des marchés de travaux
- Consultations et passation des marchés pour les prestations SPS
- Direction de l'exécution des travaux **(mais le titulaire AMOE y assiste pour avis et conseils)**
- Rédaction et envoi des ordres de service et notifications
- Rédaction des constats d'événements
- Établissement des états d'acompte et du décompte final
- Réceptions des travaux **(mais le titulaire AMOE y assiste pour avis, conseils et proposition de réserves si besoin)**

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an renouvelable 3 fois un an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Pour les bons de commande < à 50 000 € HT, le délai de la période de préparation est de 21 jours calendaire à compter de la date précisée dans le bon de commande ou de la date de notification de ce bon de commande sur PLACE si celle-ci est postérieure.

Ce délai sera défini au cas par cas pour les bons de commande > à 50 000 € HT ou si des autorisations spécifiques sont nécessaires.

Cette période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des bons de commande.

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande. Ce délai d'exécution sera fixé en fonction du montant total du bon de commande et sera de :

- maximum 20 jours calendaires pour les montants compris entre 0 et 25 000,00 € HT
- maximum 30 jours calendaires pour les montants compris entre 50 000,00 € HT et 75 000,00 € HT
- maximum 40 jours calendaires pour les montants compris > 75 000,00 € HT

Au-delà de ce montant, le délai d'exécution sera défini d'un commun accord entre le titulaire et le maître d'œuvre ayant passé le bon de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la proposition du marché majorée de 5 mois.

Le titulaire est informé que plusieurs bons de commande pourraient être notifiés simultanément.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Toutefois, si le montant maximum est atteint avant le terme annuel de la durée du marché, celui-ci pourra être reconduit de manière anticipée par décision expresse du RPA notifiée au titulaire du marché. La durée du marché reconduit court alors à compter du jour de la réception de la décision du RPA par le titulaire.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7 - Prix

7-1 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations prévues **au 7.2 ci-après.**

7-2. Révision des prix

Les prix sont révisables tous les 6 mois au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 7-2-2 et 7-2-3.

7-2-1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG Prestations intellectuelles, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, soit janvier 2025 (mois indiqué en page 1 de l'acte d'engagement).

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

7-2-2. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations est :
ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

7-2-3 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision *Cn* applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :
$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (In - 6 / Io - 6)$$

avec : *Io-6* = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;
In-6 = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois de la date de notification du bon de commande moins 6 mois.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur ne procède pas à un règlement provisoire et utilise le dernier index connu comme règlement définitif.

8 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes : 1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.

123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : 21USA

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

12- Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de

commande qui fixent le délai d'exécution. Ce délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval (DTBS)
Unité Territoriale Itinéraire Seine Amont (UTISA)
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Ordres de service :

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions précisées au présent article Notification des décisions et des bons de commande :

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques :

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant. »

13 - Réception des livrables - admissions

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG PI, une décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

La décision d'admission avec observations peut consister à la formulation d'observations à prendre en compte pour la réalisation des éléments de mission suivants.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

15 - Pénalités

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes. Les pénalités ne sont pas sujettes à la TVA et sont toutes cumulables.

15.1 - Pénalités de retard

15.1 Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les montants des pénalités de retard sont :

- Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison défini dans le bon de commande est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

- Pour non-respect des délais imposés par le maître d'oeuvre et/ou maître d'ouvrage de ses programmes de travaux (principalement ceux nécessitant un délai distinct) ainsi que les délais de réponse et/ou de dépose de dossiers ou procédures auprès d'organismes extérieurs : par retard, un montant journalier de 1000,00 €

- Non-respect d'envoi de dossier dans les délais prescrits par les organismes concernés par le dossier 200,00 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG Prestations intellectuelles, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant des bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Prestations intellectuelles, le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 €.

15.2 – Autres pénalité spécifiques

- absence à une réunion dès lors que le titulaire aura été informé de la date de la réunion 24 H au moins avant la réunion : 150 € ;
- Absence aux visites et réunions de chantier prévues par le bon de commande : 500 €
- Intervention d'un sous-traitant non déclaré : 1 000 € par jour et par sous-traitant
- En cas de constatation du conflit d'intérêt, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.
- En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.

Pénalités pour non-respect des modalités d'insertion sociale

En cas de non-respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, du volume minimum d'heures de travail, l'entreprise titulaire du présent marché sera redevable, d'une pénalité égale à 2 fois le SMIC horaire par heures non réalisées (valeur à prendre en compte est celle du SMIC horaire en vigueur à la date d'application des pénalités).

En cas de refus caractérisé de fournir les renseignements selon la périodicité prévue, il pourra être fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard.

Des manquements répétés des prestataires à leurs engagements respectifs d'insertion pourront relever des cas de résiliation prévus à l'article 17 du présent CCAP.

Pénalités clauses environnementales

En cas de non-respect des règles et normes en matière de réglementation environnementale, de lutte contre le bruit, d'élimination des déchets, de récupération des matériaux, ou de prévention de la pollution atmosphérique notamment, ou de non-respect des prescriptions du marché, il sera appliqué une pénalité journalière de **1000 €** par infraction constatée et par jour calendaire de retard avant remise en conformité.

-Pénalités pour non-respect réglementation travailleurs détachés et étrangers :

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à **une pénalité forfaitaire de 1000 euros sur simple constat** (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.

-Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **1 000,00 €**.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations intellectuelles
- L'article 7-2-1 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Prestations intellectuelles
- L'article 15.1.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Prestations intellectuelles.